

F. 92 — 1122

24 DECEMBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le statut provisoire, le cadre provisoire de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et déterminant les modalités dans lesquelles les membres du personnels de l'A.S.B.L. Institut francophone de Formation permanente des Classes moyennes sont intégrés dans ce cadre provisoire

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu le décret du 3 juillet 1991 relatif à la Formation permanente pour les Classes et les petites et moyennes entreprises, notamment l'article 41;

Vu l'accord du Ministre national de la Fonction publique donné le 31 octobre 1991;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances donné le 30 octobre 1991;

Vu l'accord du Ministre qui a le Budget et la Fonction publique dans ses attributions, donné le 11 décembre 1991;

Vu le protocole du 18 novembre 1991 du Comité de négociation du secteur XVII — Communauté française;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

Vu la délibération de l'Exécutif du 24 décembre 1991,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — *Du statut provisoire de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et du cadre provisoire*

Article Ier. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° membres du personnel : les membres du personnel employés sous contrat de travail à durée indéterminée par l'A.S.B.L. Institut francophone de Formation permanente des Classes moyennes et qui ont été recrutés et agréés conformément à l'arrêté ministériel du 3 juillet 1978 fixant les conditions d'agrégation du personnel du Comité national de Coordination et de Concertation pour la Formation permanente des Classes moyennes et des Instituts de Formation permanente des Classes moyennes.

Sont également considérés comme membres du personnel au sens du présent arrêté, les membres du personnel dont l'agrégation est suspendue en cas de congé sans droit à rémunération conformément à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 3 juillet 1978.

2° A.S.B.L. Institut francophone : l'A.S.B.L. Institut francophone de Formation permanente des Classes moyennes.

3° Institut : l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions des articles 6 et 7, le personnel statutaire de l'Institut est soumis à titre provisoire aux dispositions de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public.

Art. 3. Sont créés à l'Institut les grades particuliers et les échelles de traitement qui s'y rattachent tels que mentionnés à l'annexe Ier du présent arrêté.

Art. 4. Le cadre provisoire du personnel définitif de l'Institut est fixé comme prévu à l'annexe II du présent arrêté.

CHAPITRE II. — *Des modalités d'intégration des membres du personnel de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises*

Art. 5. Les membres du personnel sont intégrés à l'Institut dans leur grade ou dans un grade équivalent et en leur qualité. L'intégration des membres du personnel à l'Institut dans un emploi de recrutement implique d'office la nomination au grade correspondant à cet emploi. L'intégration dans un emploi de promotion implique d'office la nomination au grade correspondant à l'emploi dans lequel le membre du personnel est intégré sans que soit appliquée la procédure relative au changement de grade.

Art. 6. § 1er. Les membres du personnel visés à l'article 5 conserveront le traitement et l'ancienneté administrative et pécuniaire dont ils bénéficient ou dont ils auraient bénéficié s'ils avaient continué à exercer leur fonction à l'A.S.B.L. Institut francophone. Ils conservent les indemnités, allocations, primes et autres droits et avantages acquis à l'A.S.B.L. Institut francophone à l'exception de ceux liés au statut du contrat de travail en compensation desquels un fonds de compensation annuel est créé. Ce fonds est alimenté au moins par l'équivalent du montant des cotisations patronales à l'assurance-groupe dont auraient bénéficié les membres du personnel s'ils avaient continué à exercer leur fonction à l'A.S.B.L. Institut francophone. Il vise à assurer le maintien des avantages individuels liés à l'assurance-groupe dont les membres du personnel bénéficiaient ou auraient bénéficié s'ils avaient continué à exercer leur fonction à l'A.S.B.L. Institut francophone.

§ 2. Les membres du personnel visés au § 1er qui, avant leur intégration à l'Institut, ont réussi à l'A.S.B.L. Institut francophone une épreuve d'accession à un niveau supérieur ou un examen d'avancement de grade, conservent à l'Institut le droit à la promotion qu'ils ont acquis par la réussite à l'un de ces examens.

Pour le classement, les lauréats sont considérés comme ayant passé le concours ou l'examen à l'Institut.

En cas de concours dont le procès-verbal a été clos à des dates différentes, la priorité est donnée aux lauréats de l'examen dont le procès-verbal a été clos à la date la plus éloignée.

Art. 7. § 1er. Peuvent à leur demande être employés à l'Institut sous contrat de travail à durée déterminée les membres du personnel qui — en raison des prestations de service encore à effectuer à l'Institut, compte tenu soit de l'âge légal de la pension, soit de la pension anticipée éventuellement possible lors de la participation de l'Institut au régime de pension instauré par la loi du 28 avril 1958 relative à la pension des membres du personnel de certains organismes d'intérêt public et de leurs ayants droit — ne peuvent acquérir une ancienneté de service suffisante pour obtenir des droits à la pension dans ledit régime. Le contrat de travail est conclu pour une durée maximale de cinq ans.

§ 2. Les membres du personnel qui, en application du § 1er sont soumis à un contrat de travail à durée déterminée, conservent au moins le traitement et l'ancienneté pécuniaire dont ils bénéficiaient ou auraient bénéficié s'ils avaient continué à exercer leurs fonctions à l'A.S.B.L. Institut francophone. Ils conservent les indemnités, allocations, primes et autres avantages qu'ils avaient à l'A.S.B.L. Institut francophone.

§ 3. Le contrat de travail à durée déterminée visé au § 1er exclut, sauf dans le cadre d'une carrière plane, le maintien du droit à une promotion ou à un changement de grade ou l'exercice de fonctions supérieures.

§ 4. L'article 5 n'est pas applicable aux membres du personnel qui en application du § 1er sont soumis à un contrat de travail à durée déterminée.

Art. 8. Les membres du personnel sont informés par un ordre de service des conditions d'intégration à l'Institut fixées par le décret du 3 juillet 1991 et par le présent arrêté. Dans les dix jours ouvrables suivant la signature de l'ordre de service ou l'information par lettre recommandée, les membres du personnel visés à l'article 7, § 1er, font savoir s'ils désirent être employés sous contrat de travail à l'Institut.

Ils adressent leur demande par lettre recommandée au président du conseil d'administration de l'Institut, rue Marie-Thérèse 1, à 1040 Bruxelles. Le conseil d'administration statue.

Art. 9. L'Exécutif de la Communauté française confirme par arrêté la nomination des membres du personnel à l'Institut.

CHAPITRE III. — Dispositions finales

Art. 10. Le Ministre qui a la Formation permanente pour les Classes moyennes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1992.

Bruxelles, le 24 décembre 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement,
de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,
J.-P. GRAFE

Annexe I

Grades créés à l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et échelles de traitement qui s'y rattachent :

Service central	
Coordonnateur chef de service	11/5
Conseiller pédagogique principal	11/5
Conseiller pédagogique	11/3
Préparateur	44/1
Services subrégionaux	
Directeur de service subrégional	11/3
Chef de service subrégional	10/1
Secrétaire d'apprentissage en chef	24/6
Secrétaire d'apprentissage principal	23/6
Secrétaire d'apprentissage	22/6

Annexe II

Cadre provisoire du personnel définitif de l'Institut :

Service central	
Administrateur général	1
Administrateur général adjoint	1
Directeur d'administration ou inspecteur général	1
Directeur	3
Coordonnateur chef de service	2
Conseiller pédagogique principal ou conseiller pédagogique (*)	9
Traducteur-directeur ou traducteur-réviseur principal ou traducteur-réviseur (*)	1
Secrétaire d'administration (juriste)	2
Secrétaire d'administration	3
Chef administratif	1
Secrétaire de direction principal ou secrétaire de direction (*)	1
Rédacteur	6
Commis en chef ou commis principal ou commis (*)	2
Commis sténodactylographe en chef ou commis sténodactylographe principal ou commis sténodactylographe (*)	3
Préparateur	1

Services sub-régionaux

Directeur de service subrégional ou chef de service subrégional (*)	6
Chef administratif	1
Secrétaire d'apprentissage en chef ou secrétaire d'apprentissage principal ou secrétaire d'apprentissage (*)	15
Sous-chef de bureau	1
Vérificateur comptable	1
Rédacteur	10
Commis sténo dactylographe en chef ou commis sténo dactylographe principal ou commis sténo-dactylographe (*)	13

(*) Application de la carrière plane.

VERTALING

N. 92 — 1122

24 DECEMBER 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van het voorlopig statuut, de voorlopige personeelsformatie van het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises » en tot bepaling van de wijze waarop de personeelsleden van de V.Z.W. « Institut francophone de Formation permanente des Classes moyennes » in de voorlopige personeelsformatie worden opgenomen

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 3 juli 1991 betreffende de Voortgezette opleiding voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het akkoord van de Nationale Minister van Openbaar Ambt d.d. 31 oktober 1991;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën d.d. 30 oktober 1991;

Gelet op het akkoord van de Minister tot wiens bevoegdheid de Begroting en het Openbaar Ambt behoren d.d. 11 december 1991;

Gelet op het protocol van 18 november 1991 van het onderhandelingscomité van sector XVII — Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Executieve d.d. 24 december 1991,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Voorlopig statuut van het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises » en voorlopige personeelsformatie*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° personeelsleden : de personeelsleden die met een voor onbepaalde duur gesloten arbeidsovereenkomst tewerkgesteld zijn door de V.Z.W. « Institut francophone de Formation permanente des Classes moyennes » en die aangesteld en erkend zijn overeenkomstig het ministerieel besluit van 3 juli 1978 houdende bepaling van de erkenningsvoorwaarden van het personeel van het Nationaal Coördinatie- en Overlegcomité voor Voortdurende vorming van de Middenstand en van de Instituten voor Voortdurende vorming van de Middenstand.

Worden eveneens beschouwd als personeelsleden bedoeld in dit besluit de personeelsleden wier erkenning opgeschort wordt door verlof zonder recht op bezoldiging, overeenkomstig artikel 7 van het ministerieel besluit van 3 juli 1978.

2° V.Z.W. « Institut francophone » : de V.Z.W. « Institut francophone de Formation permanente des Classes moyennes ».

3° Instituut : het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les Petites et Moyennes entreprises ».

Art. 2. Onverminderd de bepalingen van de artikel 6 en 7 is het statutair personeel van het Instituut voorlopig onderworpen aan de bepalingen van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 3. De in bijlage I van dit besluit vermelde bijzondere graden en de weddeschalen die eraan verbonden zijn, worden bij het Instituut opgericht.

Art. 4. De voorlopige formatie van het vastbenoemd personeel van het Instituut wordt vastgesteld overeenkomstig bijlage II van dit besluit.

HOOFDSTUK II. — *Overheveling van de personeelsleden van het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises »*

Art. 5. De personeelsleden worden naar het Instituut overgeheveld met behoud van hun graad of met een gelijkwaardige graad en in dezelfde hoedanigheid.

De personeelsleden die in een wervingsambt naar het Instituut worden overgeheveld, worden van ambtswege benoemd in de met dit ambt overeenstemmende graad. De personeelsleden die in een bevorderingsambt worden overgeheveld, worden van ambtswege benoemd in de graad overeenstemmend met het ambt waarin ze worden overgeheveld, zonder toepassing van de procedure inzake verandering van graad.

Art. 6. § 1. De personeelsleden bedoeld in artikel 5 behouden hun wedde en de geldelijke en administratieve anciënniteit die ze genoten of die ze hadden genoten indien ze hun ambt bij de V.Z.W. « Institut francophone » hadden uitgeoefend.

Ze behouden alle vergoedingen, toelagen, premies en andere voordelen en rechten verworven bij de V.Z.W. « Institut francophone », met uitzondering van die, welke voortvloeien uit het statuut van de arbeidsovereenkomst. Hiervoor wordt ter compensatie een « fonds voor jaarlijkse compensatie » opgericht.

Dit fonds wordt gestijfd met een bedrag dat ten minste gelijk is aan de werkgeversbijdrage in de groepsverzekering waarvan ze het voordeel hadden genoten indien ze bij de V.Z.W. « Institut francophone » hun ambt uitgeoefend hadden, en moet de individuele voordelen van de groepsverzekering blijven waarborgen die de personeelsleden genieten of hadden genoten als zij bij de V.Z.W. waren blijven werken.

§ 2. De personeelsleden bedoeld in § 1 die vóór hun overheveling naar het Instituut bij de V.Z.W. « Institut francophone » geslaagd zijn voor een examen voor toegang tot een hoger niveau of voor bevordering in graad, behouden bij het Instituut het recht op bevordering dat ze verworven hebben door te slagen voor zulk een examen.

Voor de rangschikking worden de laureaten geacht, het examen of het vergelijkend examen bij het Instituut te hebben afgelegd.

In geval van vergelijkend examens waarvan de notulen op verschillende datums werden opgemaakt, wordt voorrang verleend aan de laureaten van het examen waarvan de notulen eerst werden opgemaakt.

Art. 7. § 1. De personeelsleden die niet voldoende dienstanciënniteit kunnen verwerven om hun aanspraken op een rustpensioen te doen gelden na de dienstprestaties die zij in het Instituut nog moeten verstrekken, op grond van de wettelijke pensioenleeftijd of wegens de mogelijkheid van vervroegd pensioen, indien het Instituut het pensioenstelsel toepast, ingesteld door de wet van 28 april 1958 betreffende het pensioen van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut alsmede van hun rechthebbenden, kunnen op hun verzoek door het Instituut tewerkgesteld worden op grond van een arbeidsovereenkomst met bepaalde duur.

Bedoelde arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor maximum vijf jaar.

§ 2. De personeelsleden die, bij toepassing van § 1, een arbeidsovereenkomst met bepaalde duur aangaan, behouden ten minste de wedde en de geldelijke anciënniteit die ze hadden of die ze zouden hebben gehad indien ze hun ambt bij de V.Z.W. « Institut francophone » hadden uitgeoefend. Ze behouden alle vergoedingen, toelagen, premies en andere voordelen die ze bij de V.Z.W. « Institut francophone » genoten.

§ 3. Behoudens in het geval van een vlakke loopbaan houdt de arbeidsovereenkomst met bepaalde duur, bedoeld in § 1, niet het behoud in van de aanspraken op bevordering of verandering van graad of op uitoefening van hogere functies.

§ 4. Artikel 5 is niet van toepassing op de personeelsleden die, krachtens § 1, tewerkgesteld zijn met een arbeidsovereenkomst met bepaalde duur.

Art. 8. De personeelsleden worden door middel van een dienstorder ingelicht over de voorwaarden van overheveling naar het Instituut, bepaald in het decreet van 3 juli 1991 en in dit besluit.

Binnen de tien werkdagen na de ondertekening van het dienstorder of de bekendmaking door een ter post aangetekende brief, delen de personeelsleden bedoeld in artikel 7, § 1, mee of ze onder de voorwaarden van een arbeidsovereenkomst bij het Instituut wensen te worden tewerkgesteld.

Ze richten hun aanvraag bij een ter post aangetekende brief aan de voorzitter van de raad van bestuur van het Instituut, Maria-Theresiastraat 1, te 1040 Brussel. De raad van bestuur beslist hierover.

Art. 9. De benoeming van de personeelsleden van het Instituut wordt bij besluit door de Executieve van de Franse Gemeenschap bevestigd.

HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 10. De Minister tot wiens bevoegdheid de Permanente Vorming voor de Middenstand behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1992.

Brussel, 24 december 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs en Vorming, Sport, Toerisme en Internationale Betrekkingen,
J.-P. GRAFE

Bijlage I

Graden opgericht bij het « Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises » en overeenstemmende weddeschalen :

Hoofdbestuur	
Coördinator-hoofd van dienst	11/5
E.a. pedagogisch adviseur	11/5
Pedagogisch adviseur	11/3
Amanuensis	44/1
Subregionale diensten	
Directeur van een subregionale dienst	11/3
Hoofd van een subregionale dienst	10/1
Hoofdleerscretaris	24/6
E.a. leersecretaris	23/6
Leersecretaris	22/6

Bijlage II

Voorlopige formatie van het vastbenoemd personeel van het Instituut :

Hoofdbestuur	
Administrateur-generaal	1
Adjunct-administrateur-generaal	1
Bestuursdirecteur of inspecteur-generaal	1
Directeur	3
Coördinator-hoofd van dienst	2
Eerstaanwendend pedagogisch adviseur of pedagogisch adviseur (*)	9
Vertaler-directeur of eerstaanwendend vertaler-revisor of vertaler revisor (*)	1
Bestuurssecretaris (jurist)	2
Bestuurssecretaris	3
Bestuurschef	1
E.a. directiesecretaris of directiesecretaris (*)	1
Opsteller	6
Hoofdklerk of eerste klerk of klerk (*)	2
Hoofdklerk-typist of eerste klerk-typist of klerk-typist (*)	3
Amanuensis	1
Subregionale diensten	
Directeur of hoofd van een subregionale dienst (*)	6
Bestuurschef	1
Hoofdleersecretaris of e.a. leersecretaris of leersecretaris (*)	15
Onderbureauchef	1
Rekenplichtig verificateur	1
Opsteller	10
Hoofdklerk-typist of eerste klerk-typist of klerk-typist (*)	13

(*) Toepassing van de vlakke loopbaan.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 92 — 1123

[S-C — 27179]

6 FEVRIER 1992. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon modifiant l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 portant désignation des commissaires de la Société régionale wallonne du Logement auprès des sociétés immobilières de service public agréées par elle

L'Exécutif régional wallon,

Vu le décret du 25 octobre 1984 instituant la Société régionale wallonne du Logement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 8 janvier 1992 fixant les répartitions des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 portant désignation des commissaires de la Société régionale wallonne du Logement auprès des sociétés immobilières de service public agréées par elle;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient de clarifier au plus tôt les conditions auxquelles les commissaires de la Société régionale wallonne du Logement doivent exercer leurs mandats;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures chargé des Pouvoirs locaux, de l'Administration et des Travaux subsidiés et du Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Budget,

Arrête :

Article 1er. L'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 juillet 1991 désignant les commissaires de la Société régionale wallonne du Logement auprès des sociétés locales est remplacé par les dispositions suivantes :

§ 1er. Les prestations du commissaire font l'objet du paiement des frais réels de déplacement, en cas de participation aux réunions organisées par convocation écrite par le Ministre du Logement, le Ministère de la Région wallonne, la S.R.W.L. ou la société agréée auprès de laquelle le commissaire exerce son mandat ainsi qu'en cas de visite à l'initiative de ce dernier.

Les frais réels de déplacement sont remboursés selon les modalités en application pour les agents de niveau 1 de la S.R.W.L.

§ 2. Le commissaire bénéficie d'un jeton de présence lorsqu'il participe à une réunion des organes d'administration et de contrôle de la société de logement, organisées en dehors des heures de service réglementaires. Sinon, il lui est uniquement alloué le remboursement des frais réels de déplacement.